

quel est le pays où la calomnie frappe journellement de plaies profondes, soit qu'elle couvre ses mensonges du voile du secret, soit qu'elle se serve de la voie des feuilles périodiques, pour les répandre.

Le gouvernement Prussien, fort de la confiance de ses administrés, peut dédaigner ces calomnies qui ne trompent personne. Sa conduite n'a pas besoin de justification : les mesures qu'il a prises pour déjouer les complots de quelques malveillans, lui étoient prescrites par la protection qu'il doit aux bons citoyens. Il s'en faut de beaucoup qu'elles soient aussi sévères ni aussi étendues qu'on se plaît à les représenter en France. Le nombre des individus arrêtés ne passe pas dix ou onze : on en a mis en état de surveillance trois ou quatre autres, et on s'est emparé des papiers de quelques hommes suspects. Telle sont les prétendues grandes mesures de salut public, du bruit desquelles on fait retentir toute l'Europe. Parmi les personnes arrêtées, il ne se trouve qu'un seul fonctionnaire public ; à peine s'y trouve-il un Prussien. La consternation n'a régné à Berlin que parmi ceux qui se sentoient coupables ; les autres étoient rassurés par la justice qui caractérise tous les actes du gouvernement, quoiqu'ils ne soient pas incessamment contrôlés par la clameur de quelques démagogues, se mettant à la place de la nation, dont ils sont quelquefois le rebut. Le journaliste François que nous avons réfuté, prétend que parmi les individus qui, par leur conduite, ont mérité d'être privés de la liberté, il y en a qui autrefois ont rendu des services à l'Allemagne : et cette assertion a besoin d'être rectifiée. Les personnes arrêtées, à l'exception de deux, sont des jeunes gens de vingt, à vingt-quatre ans, moins criminels peut-être, qu'ils ne sont à plaindre, de s'être laissés entraîner par leurs exaltations à des projets criminels. Quels peuvent donc être les services que cette jeunesse a rendus à la patrie, si ce n'est d'avoir, à l'exemple de leurs camarades, pris les armes pour opérer sa délivrance ? Que le journaliste se rassure à l'égard de ces anciens militaires : lorsque le degré de leur culpabilité sera déterminé, la clémence du Roi saura concilier les droits de la justice avec l'indulgence que leur inexpérience et le zèle qu'ils ont déployé à une autre époque, pourront réclamer.

Il faut cependant se garder de faire sonner si haut les services que prétendent avoir rendus à la patrie des hommes qui aujourd'hui travaillent à la couvrir de desordres, et à la plonger dans l'anarchie. Le même principe qui les guidait alors, les fait encore agir aujourd'hui. Si alors ils en ont fait cause commune avec les gouvernements, c'est qu'ils étoient bien tourmentés un jour contre les principes l'enthousiasme qu'ils inspiroient à une partie de la nation.

Si la conduite du gouvernement Prussien n'a pas besoin d'être justifiée, ce gouvernement ne craint pourtant pas de la soumettre au jugement de l'opinion publique. Les prévenus, qui dans ce moment sont détenus dans une prison décente, seront traduits devant les tribunaux, aussi tôt qu'en tiendra tous les fils d'une conspiration qui, pour être absurde, n'a pas été moins étendue. Il a pris l'engagement de publier un jour les actes de la procédure : en attendant il a fait connoître par la voie officielle les faits qui en résultent. S'il est